

«POUR LES DROITES CONSERVATRICES PORTUGAISES, LE FASCISME ÉTAIT UNE ISSUE»

L'historien **Fernando Rosas** vient de publier «l'Art de durer. Le fascisme au Portugal». Il y décortique les leviers qui ont permis à Salazar de diriger d'une main de fer son pays pendant près d'un demi-siècle.

«**U**ne place pour chacun, chacun à sa place.» Telle était la consigne du dictateur Salazar. Il s'est employé à bâtir un large front allant des droites au fascisme pour pérenniser son pouvoir. L'armée, l'Église, l'organisation verticale et corporatiste, la violence ont été des piliers de sa longévité. La plume de l'historien Fernando Rosas nous transporte au cœur des rouages de cette dictature trop méconnue, signant là un essai passionnant.

ENTRETIEN

Au Portugal, la dictature salazariste a duré quarante-huit années jusqu'à sa chute, le 25 avril 1974, avec la révolution des Œillets. Quelle a été la nature de ce régime qualifié d'État nouveau ?

Je défends dans mon ouvrage que l'État nouveau a été une modalité particulière du fascisme. Celui-ci est apparu dans les pays périphériques de l'Europe, entre les deux guerres. J'y inclus l'Allemagne, car après la Première Guerre mondiale et ses conséquences sociales et économiques, elle s'est, en quelque sorte, périphérisée. Il n'y a aucun pays où ce que j'appelle le fascisme plébéen ne soit arrivé au pouvoir seul. Le mouvement fasciste devient régime grâce à une alliance avec une partie des droites conservatrices. D'une certaine façon, celles-ci se fascisent parce qu'elles considèrent que le fascisme peut leur être utile. Utile pour écraser le mouvement ouvrier, la menace rouge née de la ré-

volution d'Octobre; utile également pour mettre l'État en condition de diriger l'économie, à la suite des crises de 1929 et de l'après-guerre.

Il fallait donc un État fort, interventionniste, qui puisse arbitrer, réguler l'économie mais d'une façon autoritaire. Cet État pourrait ainsi représenter l'oligarchie, en équilibrant les stratégies de ses différents secteurs. La fin des parlements et des partis était donc nécessaire. Dans le cas allemand, la bourgeoisie devait se préparer pour repartir à la guerre, une guerre d'expansion impériale. Au Portugal, nous avons eu affaire à un fascisme plébéen qui va s'allier à un fascisme conservateur. La droite antilibérale conservatrice voit en effet dans le fascisme une issue. Elle est séduite par son efficacité.

En quoi le fascisme portugais se distingue-t-il de ses cousins espagnol, italien ou encore allemand ?

Le fascisme italien arrive très tôt au pouvoir, dès 1922. Il a exercé une énorme influence sur le Portugal. La dictature militaire y a vaincu en 1926, puis il y a eu une sorte de guerre civile jusqu'en 1934. Il s'agissait d'une guerre entre la dictature et ses opposants : la gauche républicaine alliée aux communistes, aux anarchistes... Cette résistance révolutionnaire s'est soldée par des milliers d'emprisonnés, de déportés. C'est sur les bases de cette répression que l'État nouveau va s'imposer, mais également comme conséquence de la lutte interne au sein de la dictature entre un courant républicain conservateur qui voulait instaurer une dictature du type de celle de Primo de Rivera en Espagne et une aile emmenée par Antonio de



PROFIL

Né en 1946, **Fernando Rosas** est spécialiste de l'histoire politique du Portugal. Docteur en histoire contemporaine et en philosophie, il a enseigné à l'université nouvelle de Lisbonne. Sur le plan politique, il a milité au sein du Parti communiste portugais, puis au PCTP-MRPP (maoïste). Il est l'un des fondateurs historiques du Bloc de gauche, en 1999. Député, candidat à la présidentielle (2001), il a reçu en 2006 le titre de commandeur de la grand-croix de l'ordre de la Liberté.

Oliveira Salazar. Ce dernier incarne un front antilibéral, antidémocratique, anticommuniste.

En 1932, Salazar est nommé premier ministre par les militaires. Le fascisme italien était alors en plein essor et devient un modèle pour le Portugal. On assiste à une fascisation de la droite antilibérale portugaise qui regroupait l'équivalent de l'Action française, des maurrassiens qui s'appelaient « intégralistes lusitaniens », de la droite catholique antilibérale, de la droite républicaine qui a épousé l'État autoritaire, de l'élite économique – c'est-à-dire les technocrates, les dirigeants des associations patronales. « L'art de durer de Salazar » a été de construire un accord entre des droites différentes pour prendre le pouvoir et s'y maintenir.

Justement, quels seront les piliers qui permettront au fascisme portugais de se maintenir au pouvoir ?

Au Portugal, le fascisme conservateur prédomine sur le fascisme plébéen. Les droites antilibérales fascisées ont intégré, d'une façon subordonnée, le mouvement

fasciste plébéen qui s'appelait Mouvement national-sindicaliste. Salazar parvient également à intégrer la milice des chemises bleues – un mouvement fasciste – dans le régime, en donnant à ses militants et dirigeants des places dans les institutions de l'État : les syndicats nationaux, les syndicats corporatistes, l'appareil de propagande de l'État, la fédération pour l'allégresse au travail (l'appareil de contrôle des loisirs), l'organisation de la jeunesse, etc. Salazar dirige alors ceux qui ont toujours dirigé. « Commande qui peut, obéit qui doit » était le grand principe. Par l'ordre naturel des choses, l'élitisme traditionnel était respecté. C'est une caractéristique du fascisme conservateur, où la confiance repose davantage sur l'armée et l'Église catholique que sur les milices. Ce sont des caractéristiques propres à un pays encore rural, où son poids idéologique est influent.

Vous affirmez que ce régime protégeait les intérêts de l'oligarchie au point de faire croire au peuple que les intérêts des dominants étaient des intérêts nationaux. Ce fut, là aussi, un « art » de Salazar ?

La philosophie essentielle de ce régime est l'organicisme social et politique. Il y a une idée de communauté raciale dans le cas allemand. En ce qui concerne le Portugal, l'idée de nation l'emporte sur l'État. Celle-ci serait « naturellement » harmonieuse, surtout entre le capital et le travail. Pour le régime, les socialistes et la lutte des classes étaient responsables des désordres du monde. Il fallait donc restaurer l'organe naturel des choses, et faire que l'État l'organise politiquement. L'organisation politique de la nation était le corporatisme. Les patrons, les travailleurs, la vie économique étaient une corporation harmonique. Toute tentative de conflit social ou politique devait être traitée comme une maladie et, à ce titre, persécutée en tant que déviation de l'ordre naturel des choses. Le conflit était perçu comme malhonnête car contraire à la nation. Cette posture politique et administrative de la fin de la lutte de classes confondait les désirs avec les réalités. Le gouvernement a décrété la fin de la lutte des classes : il a interdit la liberté syndicale, la grève, et imposé les syndicats nationaux. Les patrons et travailleurs étaient organisés en syndicats nationaux. La liberté d'action et d'association était interdite. Les syndicats nationaux devaient obéir au statut de la carte nationale du travail, à l'image du *statuto del lavoro* en Italie ou de la charte du travail sous Pétain. L'État nouveau se présentait comme l'État de l'ensemble des secteurs de la bourgeoisie, régulant la vie sociale d'une façon autoritaire. Les intérêts globaux se superposaient aux stratégies particulières : les industriels et les agraires, l'import-export ont des intérêts contradictoires que »

« Le grand principe : “Commande qui peut, obéit qui doit.” (...) L'élitisme traditionnel était respecté. C'est une caractéristique du fascisme conservateur, où la confiance repose plus sur l'armée et l'Église catholique que sur les milices. »

«La violence préventive était la plus efficace. Elle était capable de tracer une ligne invisible mais repérable par tous, pour imposer la peur, le respect, l'assujettissement et la démobilisation politique.»

» L'État gérait au nom de la durabilité du régime parce qu'elle correspondait à l'intérêt général, à l'intérêt de la nation portugaise.

Vous réfutez l'idée que la longévité de la dictature de Salazar ait reposé sur « un appui majoritaire de la population ». Comment un ouvrier pouvait-il se reconnaître dans le discours de défense des dominants ?

C'est là où la violence intervient. La plus efficace était la violence préventive. Cette violence était capable de tracer une ligne repérable par tous, même si elle était invisible. Elle imposait la peur, le respect, l'assujettissement. Et un discours : « La politique, c'est le travail », « laisser la politique pour qui c'est l'affaire ». Cette violence invitait à la démobilisation politique. Lorsque j'étais au lycée, en 1953, la religion et la morale catholique étaient une discipline obligatoire. Le premier jour de classe, le prêtre chargé de ce cours a demandé à ceux qui n'étaient pas baptisés de se lever. C'était une façon de dire qu'on avait un œil sur eux. Si vous vouliez progresser dans une carrière publique ou privée, il fallait être marié à l'Église et avoir baptisé ses enfants. Il fallait participer aux manifestations d'appui au président du Conseil. Le mot d'ordre était : « Une place pour chacun, chacun à sa place. » Cette menace préventive était très efficace.

La violence répressive, elle, concernait une minorité qui dépassait la ligne invisible, en faisant grève ou en participant à une organisation clandestine. Cette minorité subissait la prison arbitraire, la torture, la déportation. La violence était donc un facteur essentiel, mais c'est surtout la gestion de cette violence qui était importante. Elle était sous le contrôle des organes et des appareils d'État spécialisés dans l'inculcation idéologique. Ils intervenaient dans tous les champs : la famille, l'école, le travail, les loisirs. Ils encadraient le quotidien. C'était la forme la plus efficace car le maintien de l'ordre était essentiel. Ce « savoir durer » était le garant de l'exploitation, l'oppression.

La dictature portugaise a été l'une des plus longues en Europe. Et pourtant, elle est moins bien connue. Pourquoi, selon vous ?

Le Portugal est un petit pays périphérique. Après la

Seconde Guerre mondiale, les alliés anglo-américains ont décidé de maintenir la dictature au pouvoir parce que le salazarisme avait été neutre. Dans le cadre de la guerre froide, ils ont clairement préféré avoir au pouvoir un gouvernement avec Salazar qu'un exécutif démocratique avec des communistes. De ce fait, la dictature salazariste a été intégrée dans l'Otan, dans le monde dit « libre », parce qu'elle épousait la logique anticommuniste de la guerre froide.

En 2004, lors du 30^e anniversaire de la révolution des Œillets, la communication officielle du gouvernement de l'époque qualifiait l'événement d'« évolution », gommant ainsi son caractère révolutionnaire. Y voyez-vous une tentative de réhabilitation du salazarisme ?

En 2004, le gouvernement de droite a essuyé une énorme réaction populaire, et des forces de gauche et démocratiques. Il est très important de rappeler qu'il y a eu une révolution au Portugal, contrairement à l'Espagne où la transition a été dirigée depuis l'intérieur du régime franquiste, qui a dû accepter des transformations. La dictature salazariste n'a jamais saisi les opportunités historiques de transformation qui s'offraient à elle. Elle a donc affronté une rupture révolutionnaire. La révolution a permis de créer un consensus politique qu'on retrouve dans la Constitution de 1976 : le refus très clair de l'héritage du fascisme. Même la droite, réorganisée après la révolution, ne s'est jamais considérée comme héritière du salazarisme. Il y a une sorte de consensus démocratique autour de ce refus. De ce fait, les organisations fascistes sont interdites.

Mais aujourd'hui, une partie de la droite portugaise a de la nostalgie pour l'ancien régime. Pour la première fois, un député de Chega ! (Ça suffit !) est entré au Parlement. Il s'agit d'un parti de droite populiste, xénophobe, raciste. Comme ailleurs en Europe, cette formation joue sur la peur, le mécontentement et la solitude que la globalisation capitaliste a provoqués auprès de beaucoup de salariés, d'employés et de classes intermédiaires. Ces nouveaux phénomènes de radicalisation politique à gauche et à droite, avec un centre amené à disparaître, renvoient aux années 1930. Une certaine droite considère qu'il n'y a plus de cordon sanitaire face à l'extrême droite ; elle essaie même de profiter de ces mouvements populistes. La globalisation capitaliste et l'austérité ont mené à une radicalisation sociale. Il y a une polarisation sociale et politique qui prépare un avenir très conflictuel de grande dimension. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CATHY DOS SANTOS

cdossantos@humanite.fr



«L'ART DE DURER. LE FASCISME AU PORTUGAL », de Fernando Rosas, traduction Clara Domingues, Éditions sociales, 339 pages, 22 euros.